

Debout pour le 8 mars

Le 8 mars est la Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes, les grandes enseignes vont encore en profiter pour nous « fourguer » des aspirateurs et des bouquets de fleurs.

Au-delà des blagues sur le mode « Chérie, c'est ta journée, repose toi, ce soir je fais la vaisselle ! », le 8 mars, officialisé par l'ONU en 1977, est surtout l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes aujourd'hui.

Alors où en sommes-nous ?

Il aura fallu attendre 2017 et l'écœurante actualité de « l'affaire Weinstein » - ce producteur américain accusé d'avoir harcelé, agressé, violé des dizaines d'actrices et collaboratrices pour que les femmes osent enfin raconter la violence qu'elles subissent au quotidien dans la rue, dans le métro ou sur leur lieu de travail. Sur les réseaux sociaux, chacune a apporté son anecdote à cette grande pyramide de la honte et on aura plus vite fait de dénombrer celles qui n'ont jamais vécu d'agression que de compter toutes celles qui peuvent dire « Ça m'est arrivé... »

Face à une telle brutalité, pourquoi avoir gardé le silence si longtemps ? Sachons qu'en France, le viol est considéré comme un crime depuis 1980. Pourtant, la plupart d'entre eux sont jugés au tribunal correctionnel et non aux assises. Lors du procès, la victime présumée doit bien souvent faire la preuve de sa moralité. « Au fond, n'a-t-elle pas un peu mérité de se faire agresser ? », « Se promener en jupe un soir d'été, n'est-ce pas une provocation ? »

Alors, si je parle, qui va m'écouter, et surtout, qui va me croire ?

Dans la même veine, le ministère de l'intérieur, en 2016, a révélé qu'une femme est morte tous les 3 jours sous les coups de son compagnon. Et ce sont 225 000 femmes qui sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles déclarées chaque année.

Dans un registre moins dramatique mais non moins important, l'INSEE rapporte qu'en 2017, les femmes perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 24% à celui des hommes. Elles accèdent également moins à des postes à responsabilité, alors même qu'elles réussissent mieux leur scolarité et sont aujourd'hui d'avantage diplômées que leurs camarades masculins.

Cet écart salarial, qui reste majeur, s'explique en partie seulement par les temps partiels, plus souvent pris

par les femmes. Car s'il faut deux personnes pour faire un enfant, force est de constater que l'une des deux s'en occupe un peu plus que l'autre. L'idée persiste encore que les femmes disposeraient d'une sorte de don inné qui les rendrait plus compétentes dans l'éducation de leur « progéniture ». Le même don semble les rendre plus aptes à effectuer les tâches ménagères puisqu'en 25 ans, le temps que les hommes leurs consacrent n'a pas évolué d'un iota.

Les conséquences de ces inégalités ? Des carrières plus décousues pour les femmes qui conduisent à des départs à la retraite plus tardifs avec des pensions inférieures les condamnant à une plus grande précarité.

Et pendant ce temps-là, en Europe, des gouvernements veulent empêcher les femmes de disposer librement de leur corps en remettant en cause, encore et toujours, le droit à l'avortement.

Et pendant ce temps-là, dans le monde, des millions de petites filles sont excisées, mariées de force et privées de droit à l'éducation.

Alors ? Alors arrêtons de croire, à l'instar de quelques groupes antiféministes, heureusement minoritaires, que depuis l'obtention, de longue lutte, du droit de vote pour les femmes (21 avril 1944), du droit des femmes à gérer leurs biens propres, ouvrir un compte et exercer une activité professionnelle sans le consentement du mari (1965), du droit à la contraception (loi Neuwirt de 1967) à son remboursement (1974), de la suppression du code civil de la notion de chef de famille (1970), du droit à l'avortement (loi Veil 1975) et de son remboursement (1982), nous sommes arrivées et qu'il n'y a plus rien à conquérir. On pourrait comprendre qu'une société qui se déclare évoluée et civilisée se doit de respecter l'ensemble de la population et pas seulement sa moitié la plus virile. On pourrait réaliser que le féminisme n'est ni un gros-mot, ni une guerre opposant les hommes et les femmes mais bien un combat pour plus de justice à mener ensemble.

Une chose est sûre, cette année comme les précédentes, en matière d'égalité de droits entre hommes et femmes, rien n'est gagné, rien n'est acquis.

Restons uni(e)s et mobilisé(e)s.

8 mars 2018

15h40 Rassemblement à République

17h30 Manif de République à Opéra